IIIme Année. — N° 54. PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 19 Juillet 1902.

# LE RÉVEIL

## SOCIALISTE-ANARCHISTE

*SUISSE ET ITALIE :*
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 2.— Six mois, Fr. 1.—
Le numéro : 5 centimes

Rédaction et Administration :
6, RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (SUISSE)

*UNION POSTALE UNIVERSELLE :*
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3.— Six mois, Fr. 1.50
Le numéro : 10 centimes

## Le mouvement ouvrier

II

On nous a souvent reproché que tout en faisant beaucoup de phrases pour exposer des idées bien belles et même esquisser des plans vraiment engageants, nous bornions par trop nos essais de réalisation des théories et notre besogne pratique.

Ce reproche contient sans doute quelque chose de vrai; l'esprit d'initiative et l'activité de nos camarades sont parfois insuffisants; néanmoins, nous ne le croyons pas entièrement mérité. Il est très facile d'être *pratique*, lorsqu'on n'accomplit qu'une œuvre d'*adaptation* aux institutions actuelles; tandis que les difficultés surgissent de toutes parts devant celui qui poursuit une œuvre de démolition et de reconstruction à la fois. Quoi qu'en pensent certains optimistes, la propagande anarchiste est la plus difficile d'entre toutes, car elle demande aux individus de rompre avec trop de préjugés, trop d'habitudes, trop d'autorités. L'éducation à la liberté ne se fait pas du jour au lendemain ; inconsciemment on cherche un guide, un maître, n'ayant jamais su marcher tout seul. Les partis politiques offrent des cadres, des rangs, où chacun trouve sa place toute indiquée, avec une besogne très facile, par le fait qu'elle est toujours la même: déposer un bulletin dans l'urne. Jusque dans les détails l'action de l'un ne diffère pas sensiblement de celle de l'autre; le langage, change, il est vrai, la surface n'est plus la même; mais le fond est désespérément identique. Par contre notre propagande, essayant de rompre toutes les attaches qui relient le peuple au passé et demandant aux individus une plus grande somme d'efforts, ses succès sont limités et presque toujours incomplets. Ainsi, je ne me fais pas d'illusions sur la portée des victoires remportées par nous contre les politiciens socialistes dans les syndicats. Les ouvriers ne sont pas révolutionnaires; ils ont un vague besoin d'être mieux, qui prend le plus souvent la forme d'un désir, rarement celle d'une volonté.

Ils vont aux groupes qui leur demandent le moins d'énergie. Et c'est ici où apparaît l'insuffisance de cette propagande pure d'idées que quelques-uns trouvent à tort, bien à tort, excessive. Si les travailleurs réclament peu c'est qu'ils connaissent encore moins et leurs cerveaux sont certes plus vides que leurs estomacs! Il n'est pas facile pour celui qui n'a pas encore appris à penser d'agir. La propagande d'idées est celle qui demande le plus à être intensifiée; nous sommes bien loin d'avoir fait tout ce qu'il faut faire.

Il y a quelques années les syndicats donnaient leur adhésion au parti socialiste, quoique une petite minorité seulement de leurs membres fissent part de groupes électoraux. Ils votaient aussi des subsides aux journaux politiques, sans tenir aucun compte de nos protestations. Cela a cessé un peu par effet de notre propagande, mais surtout en suite du scandaleux marchandage de places à l'auge gouvernementale, fait sous le couvert de socialisme, et de la loi sur les conflits collectifs. Inutile de se le dissimuler: les ouvriers sont trop craintifs pour se mettre avec nous, mais les faits les obligent parfois à se ranger à notre manière de voir.

Aujourd'hui nous avons à lutter d'une part contre un retour offensif des politiciens du socialisme, de l'autre contre l'esprit presque conservateur de nombre de syndiqués. Tâche très lourde et très difficile, car il ne s'agit pas pour nous d'*enlever* un vote pour ou contre une proposition quelconque, mais d'amener nos collègues à la conclusion que dans le cadre des institutions actuelles, le régime de la propriété privée continuant, il n'y a pas de *solution* possible.

Dimanche dernier, à la campagne Sauter, le malheureux Thiébaud se serait écrié: « Au lieu de nous critiquer tout le temps, indiquez-nous des solutions ». C'est ainsi que feu Favon terminait presque toujours ses grands discours ministériels, et en sa qualité de bourgeois authentique et de chef du parti radical il ne pouvait dire mieux. Mais quel drôle de socialiste que celui qui en plein régime capitaliste cherche des *solutions?* Comment peut-il être ignorant au point de ne pas connaître que le socialisme affirme qu'il n'y a pas de *solution* possible en dehors du communisme ou du collectivisme? En attendant, comme les ouvriers ne lui proposent pas de *solutions*, il accepte celles présentées par l'exploiteur Ody.

Croyant faire œuvre *pratique*, la plupart des syndicats se sont conformés à la loi bourgeoise de l'offre et de la demande, que Clémenceau a très bien formulée ainsi: «La capacité de vivre, pour chacun de nous, dépend uniquement de l'offre des vies concurrentes sur le marché du travail, converti en foire de bétail humain, et des demandes qu'en peuvent faire les riches, détenant dans leurs caisses des permissions de vivre ou des ordres de mourir ».

Si nous n'envisageons pas la suppression de la propriété privée et du salariat, il est évident qu'à chacun de nous pour améliorer son sort, il ne reste qu'à chercher d'abaisser le plus possible le nombre des vies concurrentes venant s'offrir sur le marché de tel ou tel métier. Et c'est précisément cette tactique qui a été adoptée par la Société typographique entr'autres, mais elle ne peut mener bien loin. En effet, les typographes semblent avoir obtenu à peu près tout ce qu'ils pouvaient obtenir et aujourd'hui ils se bornent à défendre les positions acquises, avec bien peu d'espoir d'en conquerir de nouvelles. Pour se donner l'illusion de faire quelque chose, ils oublient le but principal de la résistance pour faire de la mutualité à outrance. La foi dans l'avènement du socialisme diminue à mesure que le nombre de voix socialistes augmente, et tandis qu'il y a une trentaine d'année on se croyait toujours à la veille d'une révolution sociale, aujourd'hui on ne croit pas même possible une révolution politique. Le parlementarisme s'est montré incapable, je ne dis pas de nous donner le socialisme, hypothèse par trop absurde, mais de conduire l'Europe à la république. Aussi n'est-il pas étonnant de voir les ouvriers se comporter comme si le régime actuel dût durer encore des siècles et instituer des caisses pour la vieillesse et l'invalidité.

La tendance la plus difficile à combattre dans les syndicats est d'abord celle de faire de l'exercice de chaque métier une sorte de privilège, réservé à un petit nombre d'initiés. Les quelques résultats obtenus jusqu'à présent par certaines corporations, étant dus presque exclusivement à cette action étroite, nos camarades sont parfois hués lorsqu'ils essaient de réagir. Il n'en est pas moins évident que nous avons ainsi non pas une lutte d'ouvriers contre capitalistes, mais d'exploités entre eux. L'Internationale avait bien prévu ce danger, et dans sa déclaration de principes faite à Genève en 1866, elle affirmait déjà « que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs. »

Une autre tendance réactionnaire des syndicats est celle de se transformer purement et simplement en sociétés de secours mutuels. Le service de secours fait entrer, il est vrai, dans le syndicat nombre de membres qui n'y viendraient pas autrement; mais tous ces *mutuellistes*, soucieux du service régulier des assurances, sont pour la paix et la bonne entente avec le patronat, c'est-à dire pour le renoncement à notre émancipation intégrale est la conclusion d'un *modus vivendi* le moins mauvais possible.

Cette droite syndicaliste est tout particulièrement puissante dans les vieilles corporations, dans les nouveaux syndicats son influence se fait moins sentir. Nous devons la combattre sans trève, car elle est la négation même du syndicalisme, et tout en ne soupçonnant pas la bonne foi des collègues qui la composent, ils nous apparaissent comme des vrais et propres alliés du patronat, auquel ils rendent l'exploitation plus facile et moins odieuse. L. B.

## Entre ouvriers

— Dis donc, vieux, ouvre tes plats à barbe et savoure-moi celle-ci... Elle est de toute beauté. J'la cueille dans la *Tribune* de ce soir: 'coute un peu!

« Police de sûreté. — Les locaux de la police de sûreté, actuellement au rez-de-chaussée de l'Hôtel de Ville, étant devenu absolument insuffisants, le département de justice et police a dû louer des locaux en dehors des immeubles appartenant à l'Etat ».

— Mince alors!... Y s'trouvent pas assez bien logés où i sont, ces ruminants? J'avais pourtant toujours cru qu'les vaches s'contentaient d'écuries: paraît qu'celles de l'Hôtel-de-Ville suffisent plus à leurs muf's... Où c'est qu'on va les mettre?

— Tu verras toute à l'heure, laisse-moi lire la suite!

— Va, mon salaud, fais tes besoins: dégoise-moi ta Julie!

— Je continue:

« Par suite de l'extension de la population, le nombre des enquêtes et des recherches de toute sorte a augmenté dans de telles proportions que le nombre des agents (personnel supérieur y compris) a été porté successivement jusqu'à 50 ».

— Pige-moi c't augmentation de population! I sont rien bourreurs, ceux-là! I n'osent pas dire que c'est pasque le nombre des anarchisses augmente d'une facon inquiétante pour eux qu'i lèvent des bataillons de mouchards... S'i zen avouent 50 (d'officiels avec les officiers) — dieu sait c'qu'y en a de pas officiers et de pas officiels!... Mais continue, tu m'intéresses!

— Si tu m'interromps tout le temps, j'arriverai jamais à la fin. Ferme un peu ton bec, animal, et déguste la suite:

« Les nouveaux locaux sont situés à l'angle de la rue Tabazan et de la rue Etienne Dumont. Ils occupent au rez-de-chaussée et au premier étage les pièces qui furent utilisées par les anciens bains Canel. L'entrée se fera par la rue Tabazan (porte à côté de celles de l'Oratoire).

Au rez-de-chaussée, il y aura deux salles d'attente; une chambre forte; le bureau des brigadiers chefs, MM. Kohlenberger et Voldet; le bureau des quatre sous-brigadiers, et deux bureaux pour des agents. Au premier étage, une vaste et belle pièce d'angle servira de salon de réception à M. H. Renaud, chef de la sûreté; à côté de lui, le bureau des agents commis au service d'intérieur; deux bureaux pour des sous-brigades; une pièce destinée aux archives; une autre réservée aux fournitures ».

— Et combien d'réservées au tas d'fourneaux qu'i sont?... Dis donc, toi qu'es pas la moitié d'un imbécile, pour qui qu'ça sera, ce salon de réception? Pas pour y recevoir les pauv'bougres qu'on espionnera, pour sûr! Ceux-là, on les fera passer dans les nombreux bureaux de tabac d'a côté, ous qu'on installera sans doute les nouveaux appareils automatiques perfectionnés qui vous démolissent les côtes en cinq sec!.... Mais dans la « vaste et belle pièce d'angle » qui qu'c'est qui vont y recevoir? Probablement les consuls turcs, russes et autres qui viendront apporter des listes d'expulsions, hein? Où p't-être bien M. le commandeur Silvesstrèsfort lorsqu'il viendra à Genève exiger la suppression du *Réveil?*....

Non! décidément — cette « vaste et belle pièce d'angle servant de salon de réception » me laisse rêveur! Elle me sert d'autre chose à moi — elle me sert de purge, et j'te déclare franchement qu'ça m'fait....

— Tais-toi! Avec toute tes questions et tes réflexions de bof, tu m'empêche de lire! Voici la fin:

« Les ouvriers mettent la dernière main aux travaux de réparations qui devront être achevés dans la première quinzaine d'août, le département des finances devant, à cette époque, prendre possession du bureau actuel de la sûreté ».

— Zut! Si les ouvriers qui « mettent la dernière main » à tout ça mettaient plutôt leurs mains sur la gueule d'ceux pour qui i font tant de lusque, j'trouve qui feraient un peu mieux! Qu'en dis-tu?

— Moi, j'en dis rien. Ces choses-là, paraît qu'i faut pas les dire, c'est défendu! I faut s'contenter d'les penser — ou d'les faire.

FRÈRE HENRI.

## Vieille guitare

Il n'est plus possible d'entendre un discours prononcé par un « socialiste » sans qu'il y soit glissé le petit boniment en faveur du bulletin de vote. Quelle que soit la nationalité du discoureur, il vous dira, avec un bel aplomb, que le bulletin de vote est l'arme libératrice par excellence, mais, ajoutera-t-il aussitôt, jusqu'ici les travailleurs n'ont pas su s'en servir. L'ex-député Fournière ne pouvait faire exception à ce qui est devenu une règle. Or, c'est précisément au moment où partout l'on remarque l'abstention croissante du peuple aux luttes électorales que s'en vont partout porter la bonne nouvelle ces commis-voyageurs en suffrage universel. Et ce ne sont pas uniquement les « socialistes », mais les bourgeois eux-mêmes qui sentent le besoin de réveiller chez les travailleurs la confiance en une institution dont un demi-siècle n'a pas suffi à en démontrer pratiquement les bons résultats. Nous avons rappelé ici-même quelles étaient les vues de certains bourgeois prétendus libéraux pour combattre l'abstention et combien ils désireraient que d'autres partis que le leur prissent l'initiative de mesures coercitives contre cet abandon inquiétant du bulletin de vote. Il n'est pas douteux que, dans quelques années, partout où fonctionne le suffrage universel, des mesures ne soient prises pour rendre à l'urne électorale son premier prestige. Et il est fort probable que l'activité déployée par les « socialistes » à la gloire du vote les poussera bientôt à en réclamer l'obligation légale.

A vrai dire cette mesure nous chaut peu, car le nombre des abstentions conscientes, voulues, fera pour la faillite du suffrage universel plus que les meilleures critiques du système. Ce que nous voyons dans cette affaire, c'est l'intérêt direct qu'a la bourgeoisie à la pratique du vote. Pour maintenir son prestige il lui faut la sanction du plus grand nombre de citoyens possible. Sans cette sanction les lois qu'elle élabore sous le couvert de l'intérêt général, perdent ce caractère, puisque l'appui de la classe prolétarienne ne vient plus lui en donner les apparences. Votées par ses membres seuls, ces lois demeurent des lois bourgeoises, faites à son usage et pour les besoins de sa cause. Livrée à ses seules forces politiques la bourgeoisie est désemparée et sa puissance se trouve diminuée politiquement et économiquement.

C'est pour avoir la sanction du nombre qu'elle a institué le suffrage universel et c'est pour conserver cette sanction qu'elle tient à en assurer le plus longtemps possible le fonctionnement normal. C'est pour cette raison encore qu'elle a partout ouvert les portes des parlements aux « socialistes », pensant que le peuple fatigué et quelque peu blasé se laisserait reprendre par ce nouvel appeau

Le calcul ne manquait pas de justesse, puisque nous voyons aujourd'hui les « socialistes » se faire les champions du suffrage universel et rendre au parlementarisme, quelle qu'en soit la forme, une vie, qui, pour toute factice qu'elle soit, n'en donne pas moins à la bourgeoisie quelques années de répit.

Dès lors, on comprend très bien pourquoi, les « socialistes » de gouvernement enserrés dans les limites de l'action purement politique, paralysés par la dure nécessité de ne rien faire qui puisse effaroucher les bourgeois et pourtant tenus de faire quelque chose pour ne pas lasser la patience de leurs commettants, s'en prennent aux anarchistes du peu de réussite de leurs inoffensifs brûlots.

Pour Messieurs Fournière, Jean Sigg, Wullschleger et autres « socialistes » de même farine, les anarchistes sont les alliés naturels de la bourgeoisie et font son jeu à n'en pas douter. Evidemment que cette paradoxale « ignacerie » trouve le nombre voulu d'imbéciles pour la répéter à tous propos et surtout hors de propos. Hé! bien sûr, véridiques adversaires, et savez vous ce que la bourgeoisie nous donne en échange de notre précieux concours? Je vous le donne en cent! Des « lois scélérates », ni plus, ni moins. Cela prouve en tous cas notre désintéressement.

Vous ne pourriez pas en dire autant, vous, Messieurs, qui combattez la bourgeoisie... chacun sait cela!.. et qui recevez d'elle pour cette besogne, de larges émoluments, de bonnes sinécures, de grasses prébendes qui vous ont quelquefois mis les armes à la main et fait de vous des frères ennemis.

* * *

M. Eugène Fournière, ex-député de l'Aisne, n'oublions pas les titres, même lorsqu'ils sont négatifs, n'a pas manqué de dire, dans la conférence qu'il a faite samedi passé, « que le peuple est le maître par le suffrage universel et que, par sa faute, il demeure esclave ». Mais, comment cela peut-il se faire, comment l'ouvrier ne sent-il pas qu'il est le « maître » alors que M. Fournière le sent lui, surtout depuis qu'il a quitté la cheville? Tous les jours, toutes les heures, à chaque minute, l'ouvrier sent qu'il n'est pas libre; son pain, la vie des siens, il doit les demander aux capitalistes, à ses maîtres économiques; d'un instant à l'autre, un mot, une réponse qui ne saurait plaire à qui commande, peut le jeter dehors à la recherche de nouveaux moyens de vie et de nouveaux maîtres. Il lit des

journaux bourgeois qui lui montrent que tout va bien ainsi et qu'il ne saurait rêver autre chose, lui ouvrier, sans être un ingrat; il lit des journaux prétendus socialistes où on lui apprend qu'avec une retenue faite sur son salaire et une seconde faite sur le patron, ce qui est encore une retenue sur le produit de son travail, puis avec un troisième appoint apporté par le gouvernement, ce qui toujours est prélevé sur sa production et celle de camarades. on lui fera une jolie caisse de retraite pour la vieillesse; l'éducation religieuse reçue pèse sur son entendement et lui fait prendre les injustices dont il souffre pour des choses qui ne sauraient ne pas exister, et il lit dans les journaux « socialistes » sous la signature Fournière, par exemple, que le père peut disposer de l'éducation de ses fils et en faire des libre-penseurs, si tel est son bon plaisir, mais que l'éducation de la fille est subordonnée à la volonté de sa maman et peut par conséquent devenir, à côté de ses frères libres-penseurs, une bonne petite « messarde ». En période électorale, il ouvre la *Petite République* et il voit que les socialistes se vilipendent le plus cruellement du monde, parce qu'il y a un siège de député à repourvoir et que plusieurs socialistes, voulant tous faire le bonheur du peuple, se battent au propre et au figuré pour avoir ce plaisir et l'autre... celui de palper.

Alors cet ouvrier — qui est le maître par le suffrage universel — ne comprend plus. Les bourgeois le trompent et, sur sa peau, veulent encore prendre le bénéfice de leur philanthropie menteuse; le journaliste-socialiste échafaude pour complaire à son ami, l'intellectuel Jaurès, une théorie qu'il ne saurait approuver, lui ouvrier; ces socialistes qui hurlent à la curée ne lui disent rien de bon pour son propre bonheur futur, et voilà comment le travailleur, maître par le suffrage universel, c'est toujours vous qui le dites, dégoûté de ce qu'il voit, lit et entend, devient l'indifférent déplorable dont la force d'inertie servira encore les intérêts bourgeois.

Pour que l'ouvrier ait enfin conscience de ses droits et revendique sa place dans la vie, il faut autre chose que de la propagande électorale, autre chose que des palinodies comme les socialistes légalitaires de partout savent lui en offrir le spectacle. Savez-vous, Monsieur Fournière, que pour devenir réellement le « maître », il faut à l'ouvrier une force morale que vous ne sauriez lui communiquer en le faisant assister à vos écœurants déballages de personnalités ou en lui enseignant votre manière de comprendre l'éducation au sein de la famille.

Quelque peu secoué au cirque Rancy, M. Fournière s'est cru obligé de nous dire qu'il avait été ouvrier dans le passé. Nous le savions certes, et nous nous souvenons fort bien d'avoir envoyé à l'ouvrier Fournière, protestant contre le triomphe d'un Louis Blanc à Marseille, un télégramme pour le féliciter de son attitude énergique. Hélas! que de chemin parcouru depuis. M. Fournière n'est plus ouvrier et je le regrette pour lui; il est devenu un intellectuel, un député et un soutien du ministre Waldeck-Rousseau. Quelle chute!

Allons, Messieurs les « socialistes », continuez à nous vanter les mérites du suffrage universel. Vous nous présentez des hommes qui se chargent de cette difficile besogne et il se trouve, étrange coïncidence, qu'ils ne sont autre chose que les victimes de l'institution qu'ils ont mission de glorifier. C'est dommage vraiment pour eux, mais c'est surtout un triste spectacle pour vous.

G. H.

## EN BELGIQUE

Le député socialiste Bertrand, dans sa brochure *Les élections du 25 mai et la tactique du P. O.* déclare « qu'il faut renoncer à l'action révolutionnaire, à la littérature révolutionnaire »; il est temps de se guérir du « romantisme révolutionnaire ».

Le député Bertrand semble être le porte-parole des chefs du P. O. belge, qui n'ont aujourd'hui qu'une préoccupation, gagner des sièges, qu'un but, la chasse aux électeurs, qu'une tactique, la politique parlementaire. Questions économiques, syndicats, coopératives, balançoires.

L'orientation imprimée au P. O. par ses chefs inquiète, effraie jusqu'à des journaux socialistes bon teint. Le *Suffrage Universel*, organe du P. O. du Borinage, ne peut s'empêcher de se plaindre amèrement; il dit entre autre qu'on obtiendra aucun résultat pratique tant qu'on continuera dans cette voie « électorale ». « Formons des hommes et non plus seulement des électeurs ».

De nombreux socialistes ont heureusement ouvert les yeux et, devant la trahison des chefs qui ont abandonné la tradition révolutionnaire, qui ont substitué la lutte politique pure à la lutte économique, ils se sont retirés du parti, augmentant ainsi le nombre des abstentionnistes. Ce résultat est encourageant pour nos camarades belges qui depuis longtemps luttent sans trève contre les politiciens de tout acabit.

## LA REVOLUTION DE 1789

Les principes de la Révolution ne furent pas un, comme on nous les présente, et, si l'on veut se servir des principes de 1789 — devenus la formule d'un dogme — pour combattre les doctrines socialistes, il faut encore, et avant tout, déterminer de quels principes on veut parler, car si le socialisme veut se chercher des ancêtres, il pourra les trouver lui aussi dans le sein de la Convention et de la commune de Paris, et en tous cas, en face de ces principes de 1789, dont on a désormais consacré le sens par l'habitude, placer les principes de 1793. Ce qu'on appelle, en effet, communément les principes de la Révolution, ce sont les principes de la bourgeoisie révolutionnaire. Cette bourgeoisie élevée par les idéologues anarchistes du XVIIIme siècle fut athée et individualiste et 1789 fut, pour elle, moins la conquête que l'enregistrement de ses privilèges.

« Quand on ouvre l'almanach royal de l'année 1788, dit l'auteur de l'*Histoire de la bourgeoisie française depuis la Révolution*, M. Bardoux, on est étonné de voir que les premiers rangs du tiers-état sont en possession de toutes les fonctions civiles en dehors des charges de cour, des gouvernements de province et des grades militaires. Offices de judicature et de finance, à tous les degrés, intendances, Conseil d'Etat, bureaux des ministères leur appartiennent. En s'enrichissant par le négoce, les bourgeois ont créé les capitalistes et les financiers... Ils prennent, de jour en jour, dans les affaires de l'Etat une influence prépondérante ». Cette bourgeoisie qui détenait la fortune publique, voulait avoir le pouvoir et le droit de l'administrer, la facilité de l'augmenter et la puissance de la maintenir entre ses mains. Pour cela, il lui suffisait d'être mise sur un pied d'égalité avec la noblesse et d'avoir ainsi accès aux quelques fonctions qui lui restaient interdites, d'avoir la disposition de ses biens, d'être libre de s'imposer suivant les nécessités, mais non au-delà. Ajoutez à cela, une réorganisation de la justice, quelques lois industrielles et financières, la prise de possessions des biens du clergé et, pour la bourgeoisie, la Révolution était faite. Aussi, son exaspération contre ceux qui ne se montrèrent pas satisfaits d'avoir changé de maîtres, fut d'autant plus grande qu'elle fut obligée de céder, en partie du moins, aux exigences populaires. Des hommes comme Mounier, comme Malouet, de nos jours, un historien comme M. Taine, représentent exactement l'état d'esprit de cette bourgeoisie qui croit avoir accompli son œuvre, et qui, après avoir lutté pendant des siècles, se voit obligé de lutter encore pour conserver les prébendes qu'elle a acquises. Elle voulait que la Révolution fut simplement la reconnaissance officielle du pouvoir qu'elle détenait en fait. Egoïste, elle voulait uniquement faire proclamer sa puissance, sa capacité politique, elle voulait vaincre la noblesse et la monarchie absolue, mais elle ne voyait pas plus loin. Sa surprise, la surprise des Constituants, la surprise des Feuillants, celle des Girondins fut d'entendre le peuple réclamer, lui aussi, ses droits, se lever à son tour et frapper.

Cependant, les bourgeois de 1789 n'ignoraient ni la situation matérielle, ni les réclamations de ceux qui n'étaient pas appelés à faire entendre leurs doléances. Ecoutons parler le pauvre peuple; entendons les paroles des manouvriers, journaliers, artisans et autres, dépourvus de toute propriété.... Que disent-ils à la noblesse, au clergé, aux puissants bourgeois qui vont se réunir; ou plutôt que disent les écrivains et les pamphlétaires qui se sont fait leurs interprètes? Ils disent: « Pourquoi nous oublier, nous autres pauvres artisans? » « Eloignés des assemblées de district, repoussés conséquemment des assemblées générales, nous le serons encore des Etats Généraux? Quoi! nos griefs, nos réclamations ne pourront être ni entendus, ni discutés! A peine pouvons-nous distinguer parmi quatre cents électeurs, quatre ou cinq personnes qui, connaissant nos besoins, notre régime et nos malheurs puissent y prendre un raisonnable intérêt ». Et les *Cahiers du 4e Ordre*, celui de l'ordre sacré des infortunes est plus net, plus précis encore. « La nation, disent-ils, s'assemble pour discuter et fonder des droits généraux qui seront érigés en lois constitutionnelles et des droits particuliers ou privilégiés qui seront attaqués et défendus. Elle s'assemble pour régler les impôts et leur répartition. Les puissants et les riches paraissaient seuls intéressés à ces discussions qui, cependant, décident inévitablement du sort des faibles et des pauvres ».

Comment la bourgeoisie répondit-elle à ces réclamations? En se constituant politiquement et économiquement. En privant des droits de citoyens tous ceux, c'est-à-dire, la majorité qui ne pouvaient, pour être électeurs, payer une contribution égale à trois journées de travail, et pour être éligibles, payer le marc d'argent. Par ce décret du marc d'argent, contre lequel protestèrent Loustalot et Marat dans la presse, Danton et Desmoulins aux Cordeliers, l'abbé Grégoire et Robespierre à l'Assemblée Nationale, s'établit la nouvelle aristocratie, l'aristocratie mercantile et financière qui triomphera définitivement sous le Directoire, après la défaite du peuple en germinal et en prairial, après l'écrasement des babouvistes.

Mais, à côté de ce décret, il faut placer une loi, la loi qui, économiquement parlant, est la loi capital de la Constituante, je veux parler de la loin du 14 juin 1791 qui interdit les coalitions ouvrières et refusa aux ouvriers la liberté de défendre leurs intérêts généraux. Le rapport de Chapelier qui précéda le vote de cette loi, contient toute la doctrine économique de la bourgeoisie industrielle, doctrine qui est restée invariable depuis cent ans à travers toutes les révolutions politiques. « Il ne doit pas être permis aux citoyens de certaines professions, dit Chapelier, de s'assembler pour leurs prétendus intérêts communs. Il n'y a plus de corporations dans l'Etat, il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général. Il n'est permis à personne d'inspirer aux citoyens un intérêt intermédiaire ». « C'est aux conventions libres d'individu à individu à fixer la journée pour chaque ouvrier, c'est ensuite à l'ouvrier à maintenir la convention qu'il a faite avec celui qui l'occupe ».

L'abolition des maîtrises et des jurandes avait libéré la commune et l'industrie, l'interdiction des coalitions et des unions ouvrières armait le capital des armes nécessaires à établir sa toute-puissance: « Tout tend, avait déjà dit Loustalot, à substituer une aristocratie des riches à l'aristocratie des nobles », c'est-à-dire « à réaliser le despotisme bourgeois ». En 1791, il eût pu répéter, avec plus de force encore, ce qu'il écrivait au lendemain du décret du marc d'argent: « l'aristocratie par des riches est établie sans pudeur », et il eut approuvé, en 1793, Chaumette disant à la barre de la Convention: « De nouveaux seigneurs, non moins cruels, non moins avides, non moins insolents que les anciens se sont élevés sur les ruines de la féodalité, ils ont affermé ou acheté les propriétés de leurs anciens maîtres et continuent à marcher dans les sentiers battus par le crime, à spéculer sur la misère publique, à tarir les sources de l'abondance et à tyranniser les destructeurs de la tyrannie ».

Bernard LAZARE.

## CHOSES D'AMÉRIQUE

Que de lois! que de lois!

C'est au tour des Etats-Unis: les milliardaires, les parlementaires, les bourgeois « démocrates » et les bourgeois « républicains », tous se sont mis d'accord pour légiférer contre les anarchistes. Messieurs les yankees qui envisagent comme un sport très intéressant de brûler des nègres à petit feu, ou de lyncher un homme qu'ils supposent avoir volé un cheval, sont exaspérés de l'exécution du grand protecteur des trusts, président des U. S. A., Mac Kinley. Ils veulent en tirer une éclatante vengeance. Quiconque aura supprimé un fonctionnaire, un ambassadeur — la mort; quiconque n'en a que blessé un — la mort; quiconque a inspiré pareil acte — la mort; la mort; voilà le *Leit motiv* de cette loi, adoptée à une écrasante majorité par les deux Chambres.

Ceci n'est qu'une aggravation des lois existentes; mais on va plus loin: on ne laissera plus débarquer en Amérique des gens qui ne sont pas d'avis qu'il faut être gouvernementé — on leur fera passer une sorte d'examen (ne riez pas, s. v. p.). — Un Cafiero, un Malatesta seraient renvoyés; Tolstoï le serait aussi, ce doux apôtre de la non-résistance....

Cette loi, tout absurde qu'elle paraîsse, est un précieux aveu de la part de nos ennemis. D'abord elle montre leur peur terrible du développement des idées anarchistes — pourtant assez restreint là-bas: ensuite elle ajoute une preuve de plus que c'est l'Etat. quelle qu'en soit la forme, qui est le *palladium* de tous les privilèges.

C'est lui que nous devons attaquer.

***

A Patterson, une formidable grève a éclaté; des troupes ont été levées, il y a eu des morts et des blessés — mais les détails manquent.

Comme nous le disions dans un précédent article, les journaleux à la solde des bourgeois, n'aiment pas parler de tentatives révolutionnaires. Force nous est donc d'attendre les nouvelles écrites de nos amis de là-bas.

*Germinal.*

## CORRESPONDANCE

**Montreux.** — *Les beautés du capital.* — Après avoir travaillé, pendant trois ans, à la construction du Palace-Hôtel, à Caux-sur-Montreux, les ouvriers viennent de l'abandonner. Ils laissent derrière eux 350 chambres, toutes très confortables et très luxuieuses, pour aller plus loin recommencer, contents encore si on ne les arrête en route faute de domicile et de moyens d'existence.

Durant ces trois années, ils supportèrent canicules et frimas, à une altitude de 1100 m. sans compter le surmenage et les mauvais traitements des chefs.

A un moment donné, la brutalité de ceux-ci était telle, que les ouvriers abandonnèrent le travail, demandant qu'on les traitât plus humainement. A Montreux, dans les milieux ouvriers, on ne parlait que du bagne de Caux.

Celui-ci se trouve être maintenant un hôtel magnifique. Le 1er juillet, le Conseil d'administration offrait un banquet aux maîtres d'état et le 5 avait lieu l'inauguration officielle. Le Conseil d'Etat, au grand complet — ça ne coûtait rien — était à la table dite d'honneur; étaient présents aussi les actionnaires et les plus gros capitalistes du beau canton de Vaud.

Il y eut des discours, félicitations officielles à l'adresse des actionnaires, etc. Il ne manquaient là que les travailleurs, ceux-là mêmes a qui l'on doit ce beau chef-d'œuvre.

Et maintenant, venez parasites des deux hémisphères, car c'est pour vous que les travailleurs se sont donnés la peine de construire ce palais, venez y couler une existence douce et tranquille, car d'autres travailleurs encore sont là qui vous attendent, pour vous servir.

*La propriété, c'est le vol*, disait Proud'hon. Qui oserait le nier?

*Spartacus.*

## CHRONIQUE GENEVOISE

**Gendarmiana.** — Chouette! voilà Didier qui se fait laver la tête par le *Peuple de Genève*, lisez ça, c'est torché.

« *Histoire de gendarme.* — Le Département de Justice et Police n'a pas eu la main heureuse dans le recrutement de ses hommes. Dernièrement il a embauché un « pays » qui avait été condamné dans le canton de Berne pour coups et blessures. Comme s'il manquait des Genevois pour entrer dans le corps, au lieu d'aller les chercher dans le Jura bernois où « en là »! Mais voilà, l'échine des Genevois est moins souple que celle de certains confédérés et c'est justement ce que certains n'aiment pas.

Une autre fois, qu'on ouvre l'œil, et le bon. »

N'est-ce pas dégoûtant de la part d'un conseiller d'Etat de faire un four pareil?

Engager un cogne qui a travaillé à Berne et qui a été malmené pour çà: tandis que nous avons chez nous des hommes pleins d'aptitudes.

Ce n'est pas un magistrat socialiste qui ferait une pareille boulette, il puiserait ses gendarmes dans les groupes politiques, ils en sont pour.... farcis. On nous a bien dit que le G'novois n'a pas l'échine souple, c'est une calomnie, et quand cela serait: est-ce un obstacle dans l'exercice de son sacerdoce? les Voldet, les Ubelin sont bien G'novois, ce n'est pas de la couenne, pourtant? ne sont-ils pas capables de faire des élèves qui feront honneur aux artistes ici nommés?

Croyez-vous que lorsque tous les G'novois seront gend': pardon, je veux dire: croyez-vous que lorsque tous les gendarmes seront G'novois on pourra ôter le petit écriteau accroché à la porte du poste « secours aux blessés »? Allons donc! « Qu'on ouvre l'œil et le bon ».

R.

**Réunion.** — Les membres des groupes d'*Emancipation sociale* et *Germinal* sont priés de se rencontrer dimanche matin, 20 courant, à 10 heures, au café Umiglia, rue de la Fontaine.

## Rendiconto amministrativo quindicinale

### Entrate

***Vendita giornali ed opuscoli:***

*Baden:* 5 — *Dallenwyl:* 2,45 — *Dongio:* 3 — *Firenze:* 9,80 — *Fleurier:* 7,20 — *Ginevra:* 21,75 — *Losanna:* 0,90 — *Lucerna:* 10,65 — *Milano:* 14,70 — *Neuchâtel:* 15,50 — *Pola:* 8,40 — *San Bernardino:* 2,50 — *Thalwil:* 9,45 — *Torino:* 14,70 — *Vich:* 5 — *Wilten:* 21 — *Zurigo:* 22,50 — *Bergamo:* 5: Totale: 179 50

***Abbonamenti:***

*Chalon s/S.*: 2,50 *Dongio:* G. G. 2 — *Fleurier:* P. 1 — *Ginevra:* J. R. 1 — *Losanna:* X. 2: Totale: 8 50

***Contribuzioni volontarie:***

*Buenos-Aires:* A mezzo della Libreria Sociologica, raccolti fra i socialisti-anarchici della Repubblica Argentina, 55,50 — *Darragh Pa.*: C. G. 5,10 — *Ginevra:* P. B. 1 — Br. 1 — R. 2 — O. K. 1,50 — Jeanquimarche 10 — X. 0,70 — D. P., av. bib. alc. 3 — J. R. 5 — G. H. 5 — Mario 1 — Netto 1 — G. D. 1 — Brov. 0,50 — D. 0,50 — C. V. 1,30 P. D. 1 — B. T. 1 — *Parigi:* Zisly 0,75 — A mezzo C. 15 — *Ziegelbrücke:* I. e Z. 2: Totale 114 85

Totale entrate al 17 luglio 302 85

### Uscite

Disavanzo 138 95

*Spese postali* per corrispondenza, spedizioni opuscoli, e n. 54 del giornale 53 75

*Composizione e tiratura* a 2500 copie del presente numero . . . . . 94 —

Totale uscite al 17 luglio 286 70

In cassa 16 15

*Spedito*: Volumi 2 — Opuscoli 946

*Per il solito motivo siamo in ritardo nel rispondere ai compagni.*

Parecchi compagni ai quali spediamo da tempo una o più copie del giornale non ci hanno mai scritto, per cui dubitiamo che i poliziotti regi o repubblicani sequestrino regolarmente *Il Risveglio*. A tutti i nostri abbonati e rivenditori, che non l'abbiamo mai fatto, raccomandiamo di spedirci una volta tanto una cartolina, altrimenti nel dubbio che gli invii finiscano in questura, li sospenderemo.

L. BERTONI, éditeur responsable.

*Imprimerie Ouvrière*